



ETAPE	ANNEXE
2	3



ANNEXE III: DILEMMES

1 La réduction des émissions et le droit au développement

Roles:

- L'acteur américain Leonardo di Caprio considère que les pays en voie de développement doivent augmenter leurs énergies uniquement à partir de **sources renouvelables**.
- Sunita Narain: activiste indienne défend le droit des Indiens à accéder à l'énergie.

Discussion:

- Le gouvernement indien doit-il procurer de l'énergie aux plus pauvres de ses citoyens fût-ce en brûlant du charbon?
- Si vous étiez à la place de Leonardo Di Caprio, que répondriez-vous à Sunita Narain (l'experte indienne de la vidéo)?
- Quel serait le moyen le plus efficace d'empêcher les nations riches (USA ou EU) d'employer le budget-carbone des autres?
- Y a-t-il un **droit au développement** dans un contexte de crise climatique? Les nations occidentales ou développées peuvent-elles dicter aux autres ce qu'elles doivent faire en fonction de l'environnement?
- Qui a intérêt à passer aux énergies renouvelables? Qui doit en décider? Les Nations-unies?, les gouvernements, ...?

Traduction d'un extrait de la vidéo

(<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&t=2009&v=zbEnOYtsXHA&feature=youtu.be> 33'30'' - 38'05'')

Les pays moins développés dont les populations augmentent rapidement peuvent-ils rapidement faire la **transition vers les énergies renouvelables**? L'Inde, troisième émetteur au monde, est confrontée à des ruptures de courant massives et des black-outs fréquents. L'Inde répète que sa priorité numéro 1 est le développement pour sortir son peuple de la misère (radio).

S: Nous nous soucions du changement climatique. Mais dans notre pays, l'accès à l'énergie est une priorité aussi importante que le changement climatique et nous devons garantir à chaque Indien l'accès à l'énergie.

L: Je sais que l'Inde compte 300 millions d'habitants (ce qui équivaut à toute la population US) sans accès à l'énergie ni l'électricité,

S: Aujourd'hui encore, dans certains villages, les gens récupèrent la bouse de vache pour en faire du combustible ce qui est leur seule source d'énergie pour la cuisine.

Environ 30% des ménages ont besoin d'accéder à l'énergie. Si l'on doit assurer l'accès à l'énergie à tous, nous devons garantir l'électricité à un prix raisonnable. L'Inde dispose de grandes réserves de charbon, probablement les troisièmes ou quatrièmes du monde. (Ashok Lavasa, Secrétaire, Ministre de l'Environnement, des forêts et du changement climatique).

S: Le charbon est bon marché que cela vous plaise ou non. Essayez de comprendre ceci: si jadis vous avez créé un problème, nous en créerons un à l'avenir. 700 millions de ménages ont recours à la biomasse pour la cuisine. S'ils adoptent le charbon, vous avez un usage d'autant plus grand de matières fossiles, et toute la planète brûle. Alors, si vous proposez le recours à ces matières fossiles et dites que "tous les pauvres de la planète devraient recourir à l'énergie solaire, pourquoi devrait-on répéter les erreurs du passé", comme je l'entends tout le temps dire par certaines ONG américaines? Moi, je pense que "si c'était si facile, je voudrais bien que les USA passent à l'énergie solaire". Mais ils ne le font pas encore. Accordez donc vos actes à vos paroles.

L: Oui, nous devrions faire ce que nous prêchons.

S: Je regrette de devoir vous le dire et ne le prenez pas mal, mais la consommation US va vraiment créer un problème pour la planète. Je pense que nous devons avoir cette conversation. Voici quelques graphiques à ce sujet: pourquoi la consommation domestique d'électricité par habitant des USA équivaut-elle à 1.5 fois celle d'un Français, 2.2 fois celle d'un Japonais, 10 fois celle d'un Chinois, 34 fois celle d'un Indien et 61 fois celle d'un Nigérian? Parce que vous construisez toujours plus et consommez toujours plus qu'avant. Il faut mettre la question du style de vie et de la consommation au coeur des négociations sur le climat.

L: Je suis tout à fait d'accord avec vous: vous avez entièrement raison. Mais expliquer aux Américains qu'il faut changer de style de vie n'est pas chose aisée et je pense que cela n'est pas près d'arriver, de sorte que, si l'on veut résoudre la crise climatique, nous dépendons en fait de l'avènement espéré des énergies renouvelables (comme l'énergie solaire et le vent) devenant de moins en moins chères. Et au plus nous y investirons, au mieux le problème sera-t-il résolu. Mais je vous vois sceptique...

S: En effet. Soyons réaliste: qui investira et comment? Nous investissons davantage dans le solaire aujourd'hui, la Chine également, bien plus que les USA. Que peut apprendre le reste du monde de ce que font les USA? Vous êtes un pays dépendant des énergies fossiles, mais si vous vouliez réellement vous dégager de cette emprise, nous apprendrions de vous. Et ce serait un exemple dont nos gouvernements auraient tous à apprendre: si les USA pouvaient le faire et le faisaient en dépit de toutes les pressions, nous pourrions en faire autant..

Extrait de “Avant le déluge (Before the flood)”, in:

<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&t=2009&v=zbEnOYtsXHA&feature=youtu.be>

Il faut remarquer que, si l'Inde est bien le 3ème plus gros émetteur de CO2 de la planète, cela n'est pas vrai en ce qui concerne les émissions par tête d'habitant (et si l'on considère le niveau de consommation). C'est d'ailleurs relevé plus loin par Sunita Narain, lorsqu'elle compare la consommation d'un Américain et celle d'un Indien. Cela indique comme les idées reçues sont incrustées dans nos têtes (comme di Caprio le montre en essayant de réfuter les arguments de Narain). Même un film qui s'efforce d'honnêtement exposer la question reste marqué par le point de vue américain. Et cela illustre combien les médias en général sont dépourvus de vision claire de la question.



2

La transition énergétique, l'extractivisme et les secteurs/ domaines à sacrifier

Attribuez aux élèves deux rôles :

- Un leader indigène partisan de l'implantation d'une société d'extraction du lithium, qui compte sur la création d'emplois et prétend que divers besoins seront satisfaits par cette société (comme la construction d'écoles ou d'espaces communautaires). Il peut aussi soutenir que le lithium est nécessaire pour la transition verte globale.
- Un autre dirigeant indigène s'opposera à l'extraction du lithium dans la communauté parce que cette exploitation détruira l'environnement et que ni les sociétés, ni l'Etat ne respectent les droits humains et indigènes.

Discussion:

Supposons que, pour une fois, le droit à une consultation préalable des peuples indigènes de la région du lac salé de l'Atacama (Chili) soit respecté. Les dirigeants discuteront de ce qu'il faut soumettre à consultation par vote à propos de l'installation d'une société d'extraction du lithium près de leurs communautés.

Voici quelques éléments pour préparer le débat:

Le lithium apparaît comme un minéral "miracle" en raison de sa capacité à emmagasiner efficacement l'énergie. Ce métal léger est un ingrédient essentiel des batteries de téléphones, ordinateurs et véhicules électriques considérés comme essentiels pour une transition énergétique verte.

Du fait qu'il permet le stockage de l'énergie issue de ressources renouvelables (dont le principal inconvénient est de ne pas pouvoir être conservée très longtemps), l'emploi du lithium pour la fabrication de batteries pourrait entraîner une forte réduction des émissions des gaz à effets de serre. De surcroît, une fois que les infrastructures pour recharger les batteries des véhicules (à partir d'énergies renouvelables et non d'énergies fossiles, comme c'est encore le cas) seront suffisamment développées,

l'utilisation de ces batteries entraînera une valeur ajoutée à la réduction des émissions. C'est pourquoi le recours au lithium est présenté comme une bonne alternative dans la crise climatique.

L'Argentine, la Bolivie et le Chili détiennent plus de 60% du total des réserves de lithium, et leurs lacs salés en haute altitude contiennent 51% des ressources en lithium actuellement disponibles au niveau mondial. Ces lacs salés sont des écosystèmes fragiles: ils forment de petits bassins fermés sans grand accès à l'eau durant de longues périodes, ainsi que des terrains humides abritant une riche biodiversité et dépendent d'un équilibre délicat entre les systèmes d'eau douce (à faible salinité) et des eaux saumâtres (fortement chargées en sels). Mais l'extraction du lithium compromet le délicat équilibre naturel entre ces eaux douces et saumâtres, créant ainsi une menace sur la disponibilité d'eau pour les écosystèmes et les populations qui y vivent.

Adaptation d'un extrait de «Litio: los costos sociales y ambientales de la transición energética global »

<https://co.boell.org/es/2020/05/08/litio-los-costos-sociales-y-ambientales-de-la-transicion-energetica-global>

On comprend pourquoi le Chili a été appelé "l'Arabie Saoudite du lithium". Durant les 20 dernières années, ce pays a compté pour près de 40% de l'approvisionnement global de ce métal indispensable pour la fabrication de batteries rechargeables employées, comme on l'a dit, dans les ordinateurs, smartphones et voitures électriques.

Le lithium apparaît comme un élément crucial pour la mise en place d'une "transition énergétique verte" vers une technologie bas-carbone. Mais l'extraction accrue du lithium alimente aussi des conflits sur l'approvisionnement en eau des peuples indigènes de la région du désert de l'Atacama où se trouvent les gisements de lithium parmi les plus importants du monde.

Ne recevant en moyenne que quelque 15 millimètres de pluie par an, le désert de l'Atacama est un des endroits les plus secs du globe. L'extraction du lithium requiert d'importantes quantités d'eau alors que les populations indigènes et les animaux dépendent depuis des siècles de ces ressources limitées pour leur survie dans cet environnement hostile. Et selon des

chercheurs, cette extraction cause déjà maintenant de graves dommages à l'écosystème fragile.

Les lacs salés chiliens se situent dans les terres ancestrales des peuples indigènes, les Aymara, Quechua, Atacameño ou Lickanantay et Colla. Pour eux, l'eau, les collines et "bofedales" (zones humides permanentes, en altitude), sont capitales pour la sauvegarde de leurs culture, traditions, modes de vie et subsistance.

Dans le désert de l'Atacama, où l'exploitation du lithium dure depuis longtemps, les communautés souffrent de manques d'approvisionnement en eau, ce qui, évidemment, nuit à leur existence et à l'agriculture. Elles ont sonné l'alarme depuis longtemps à ce sujet. Le Conseil des Peuples indigènes de l'Atacama qui les représente, estime que les rivières, lagunes et collines ont beaucoup souffert durant la dernière décennie.

Mais les autorités chiliennes, se basant largement sur des études d'impact menées par les compagnies minières, n'identifient en général pas d'impact important sur les niveaux d'eau ou la nature environnante...

En janvier 2018, l'Agence gouvernementale chilienne pour le Développement (CORFO) propriétaire de la concession minière du lac salé d'Atacama et qui le loue à des compagnies exploitant le lithium, a signé un contrat avec la SQM l'autorisant à tripler ses extractions de minerai et lui garantissant l'accès à l'Atacama jusqu'en 2030.

Le Chili a ratifié la convention 169 de l'OIT (Organisation internationale du travail) qui oblige les gouvernements à consulter les peuples indigènes lorsque des projets importants sont menés dans leur environnement et sur leurs terres ancestrales.

Toutefois, Marcel Didier von der Hundt, conseiller juridique de l'Observatoire Ciudadano (une ONG chilienne pour la promotion des droits humains), dit que "Il faut considérer que les peuples indigènes du Chili n'ont jamais été consultés sur la question de l'exploitation du lithium".

Cependant, les compagnies minières ont conclu des accords avec des communautés, prévoyant des profits, emplois et autres contributions, comme la construction ou la remise en état d'écoles ou l'octroi de bourses d'études. Si certains résidents sont satisfaits de tels accords, d'autres se demandent ce

qu'il va arriver après le boom, d'autant plus que nombre de ces contreparties remplacent ce qui, auparavant, était offert par des services publics. La société minière Albemarle assure qu'au moins 3% des ventes bénéficient au développement communautaires et sont partagés avec le Conseil populaire de l'Atacama.

Cet accord a suscité des conflits au sein des communautés locales: plusieurs personnes et organisations refusent l'argent des compagnies minières, alors que d'autres soutiennent que cet argent profite aux communautés les plus pauvres et aussi qu'on peut prévoir que la demande croissante de lithium et son rôle dans la transition globale verte contribueront significativement au développement économique du pays et garantiront l'emploi aux travailleurs de ce secteur.

Une nouvelle campagne d'Amnesty International, lancée le 21 mars 2022, invite les constructeurs automobiles à développer une première batterie éthique dans les cinq ans à venir, ainsi qu'à donner plus d'importance au respect des droits humains et à s'engager dans cette voie avec les sociétés productrices de lithium et les gouvernements des pays producteurs. Kumi Naidoo, le Secrétaire général de l'organisation déclare: "Nous devons changer de cap maintenant sans quoi ceux qui sont les moins responsables du changement climatique – les peuples indigènes et les enfants – paieront le prix de la sortie des énergies fossiles".

Les compagnies recourant aux énergies renouvelables, éoliennes et solaires et qui ont besoin du lithium pour le stockage de l'énergie, ont aussi l'occasion de relever ce défi. Elles devraient placer les communautés et travailleurs indigènes au centre de leurs activités pour garantir que la transition vers une économie "bas-carbone" soit, non seulement rapide, mais aussi équitable.

Extrait de "notre demande de voitures électriques et de smartphones assèche encore davantage les endroits les plus arides du monde": [«Our demand for electric cars and smartphones is drying up the most arid place in the world - Danwatch»](#).

Extrait de "Dos caminos hacia la destrucción medioambiental: extractivismo verde en los salares de la Argentina y Chile" in: <https://observatoriosalares.wordpress.com/2021/06/16/dos-caminos-hacia-la-destruccion-medioambiental-extractivismo-verde-en-los-salares-de-la->

[argentina-y-chile/](#)

On se posera la question de savoir dans quelle mesure ce genre de situation peut entraîner le déplacement de populations: peut-il être la conséquence de la destruction des habitats, la perte d'accès à l'eau, etc. du fait des sociétés minières? Si les élèves ne posent pas spontanément ces questions, le professeur devrait les soulever.

Il sera aussi intéressant de souligner les contradictions entre les mots et les actes qui, aux plans national et global, promeuvent la décarbonation des sociétés industrielles — principales responsables du changement climatique — au prix de la dépossession et du sacrifice environnemental des territoires indigènes ruraux comme les lacs salés et les zones humides des Andes. Afin de préserver ces écosystèmes, il importe de prendre en considération les voix et perspectives des peuples indigènes, des activistes et chercheurs environnementaux, souvent marginalisés, ainsi que le combat global pour la justice climatique.

“Notre passeport vers la croissance verte se trouve dans un approfondissement de l'environnement,”- dit Olivia Lazard in her TED talk. On pourra utiliser ce matériel pour illustrer et mieux comprendre le dilemme.



3 Migrer ou non, lorsque sa culture est menacée d'extinction

Rôles:

- **Laisa:** une fonctionnaire du gouvernement de Fiji, compétente pour la planification et la formulation d'une politique relative au changement climatique. Elle est en charge de la ré-installation de la communauté de Ratu.
- **Ratu:** un pêcheur désirant rester dans son lieu d'habitat dans le vieux Korolevu, terre de ses ancêtres, à proximité de la mer.

Discussion:

Le secteur où vit la communauté de Ratu est en danger et sa ré-installation apparaît comme la solution. Laisa discute la situation avec eux; Ratu est le leader de ceux qui veulent rester dans leur village..

--

1. Le défi d'une ré-installation à Fiji: trouver un équilibre entre climat, culture et communauté

De nombreuses communautés du Pacifique (et d'ailleurs dans le monde) sont confrontées au même dilemme que la communauté de Korolevu. Un rapport de la Banque mondiale estime qu'en 2050, il pourrait y avoir quelque 143 millions de personnes déplacées dans leurs pays, si on ne fait pas davantage pour répondre au changement climatique causé par les émissions de gaz à effet de serre.

L'élévation du niveau de la mer, l'intrusion d'eau salée et les catastrophes météorologiques constituent plusieurs facteurs de risque auxquels font face les habitants. Si, au niveau mondial, les déplacements de populations causés par le changement climatique sont, actuellement, un problème pour l'avenir, dans le Pacifique, c'est dès maintenant que les communautés vivant dans des régions peu élevées sont confrontées aux très difficiles questions de leur ré-installation: où, quand et comment?

En fait, une véritable ré-installation conduite par les communautés elles-

mêmes reste un voeu pieux. Rarissimes sont les exemples réussis alors que le défi est considérable pour équilibrer l'impact économique du changement climatique et la valeur culturelle intangible accordée par les indigènes Fijiens à leurs terres ancestrales et à la mer dont beaucoup dépendent pour leur subsistance.

Fiji —le premier Etat à avoir ratifié les Accords de Paris de 2015— a publié officiellement son guide pour les ré-installations à la fin de 2019. Présenté comme document de travail, le guide stipule que les ré-installations doivent être menées “en dernier recours”, lorsqu’aucune alternative, comme la construction d’un mur contre la mer ou la réhabilitation de marais ne serait possible.

Le guide souligne l'importance du leadership communautaire et de la participation populaire dans un processus de ré-installation. Afin de faciliter les ré-installations, Fiji a créé, en 2020, un Fonds (trust) pour financer la ré-installation des Communautés déplacées et l'infrastructure (Climate Relocation and Displaced Peoples Trust Fund for Communities and Infrastructure), une première mondiale.

“A ce jour, les cas de ré-installation de communautés sont encore rares.” déclare Andreas Neef, professeur d'études de développement à l'université d'Auckland, qui a mené des recherches approfondies à Fiji. Il estime que “même dans un tel pays, disposant d'un territoire relativement vaste, si des villages sont déplacés plus loin de la mer ils ne seront pas, de ce fait, automatiquement en sécurité.”

Sabira Coelho, une experte basée au bureau régional de Fiji, pour l'OIM (Organisation internationale des Migrations) considère qu'un domaine requérant davantage d'attention est celui des facteurs culturels locaux et de la compréhension de l'importance du territoire pour les indigènes.

“Il faut reconnaître le lien culturel et spirituel que les habitants du Pacifique ont avec leur terre afin de mesurer les implications de la ré-installation.”

Le guide de Fiji prend cet élément en compte et considère que la ré-installation doit être une affaire de la communauté. Mais en fait, mettre en regard les dangers potentiels et la valeur difficilement mesurable de

l'héritage culturel n'est pas simple et varie selon les situations.

“Jusqu'à un certain point, les valeurs culturelles sont prises en compte par le gouvernement, mais cela n'inclut pas des questions relatives à l'importance et la perception du risque.” selon Neef. Certains villages pensent que le danger de l'élévation du niveau de la mer et de plus violentes tempêtes, danger connu, est moins grave que le danger de quitter leurs terres ancestrales et les valeurs culturelles intergénérationnelles.

Neef accorde aussi de l'importance à l'identification précise des participants actifs et passifs dans chaque communauté et à l'écoute des voix risquant d'être marginalisées, comme celle des femmes ou des jeunes.

“Dans une communauté, il existe souvent des tensions entre ceux qui veulent partir et les autres qui accordent plus d'importance aux liens avec leur terre et sont incapables de quitter,” dit-il

Dans leur recherche sur le terrain, dans les localités de Votua et Nawaqarua (région de la rivière Ba, au nord-ouest de Viti Levu), l'équipe de Neef a relevé un fossé intergénérationnel. “Beaucoup de femmes auxquelles nous avons parlé voulaient être installées ailleurs, alors que les leaders (souvent des hommes) considéraient qu'il ne fallait pas quitter les terres des ancêtres,”

Extraits de “Equilibrer climat, culture et communauté: le défi de la ré-installation de Fiji”: “Balancing climate, culture, and community: Fiji's relocation challenge”

<https://devex.shorthandstories.com/balancing-climate-culture-and-community-fijis-relocation-challenge/index.html>

2. Immobilisme choisi: voix indigènes dans le Pacifique

Dans le Pacifique, le gouvernement de Fiji est pionnier en matière de ré-installation de populations. Il travaille en étroite collaboration avec les communautés locales des zones côtières exposées et donne un exemple de bonnes pratiques en matière d'immobilisme choisi. Son guide de ré-installation prévoit une procédure lorsqu'une ré-installation est nécessaire, mais que la communauté ne le veut pas: il faut d'abord respecter le choix de l'immobilisme et ensuite rechercher les raisons de ce choix, ouvrir un

dialogue sur les adaptations possibles et l'occupation du sol; intégrer le changement climatique dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire; préparer les gens psychologiquement et émotionnellement aux impacts climatiques.

Toutefois, le guide prévoit que, dans les cas les plus graves, la ré-installation peut être imposée, par exemple au cas où les vies seraient en danger. Même hypothétiquement, le guide formule un ensemble de mesures à mettre en oeuvre si, dans un tel cas, on n'imposait pas la ré-installation: il faudrait tout de même un soutien éthique et légal solide pour les personnes ayant choisi de ne pas partir afin de sauvegarder leurs droits humains et leur dignité. Cela inclurait des preuves légalement admissibles que toutes les options locales ont été examinées et que le dialogue sur les conséquences du choix de l'immobilisme a été mené, et enfin que le choix de rester est entièrement libre. Il faudra encore mettre en oeuvre des lois assurant la priorité au respect de la dignité et des droits humains dans de telles situations..

Extrait de Forced Migration "Voluntary immobility: indigenous voices in the Pacific" in »: <https://www.fmreview.org/syria2018/farbotko>

Il s'agit d'un type de déplacement très particulier, envisagé sur l'option de ré-installation. Il importe de noter que les choses ne se présentent pas toujours ainsi dans d'autres sociétés comme la Somalie ou l'Ethiopie, où les bouleversements sont plus soudains et moins prévisibles (p.ex. une famine) et où les gouvernements ne sont pas souvent en mesure d'assurer une ré-installation.



4

Une existence en péril

Rôles:

- **Amina:** une travailleuse dans le secteur de la pêche artisanale: depuis deux mois, elle n'a pu travailler parce qu'il n'y eut aucune prise. Trois de ses fils ont tenté d'aller aux Canaries dans de petits chalutiers et un seul y est arrivé, un autre a péri en mer et elle est sans nouvelles du troisième. (1re lecture)
- **Antón,** le capitaine d'un chalutier espagnol qui a payé les droits demandés par le Sénégal sans en avoir obtenu la permission de pêcher dans ses eaux. (1re et 2me lectures)

Discussion:

- Qui est responsable de la disparition du poisson? Pourquoi?
- A qui devraient appartenir les poissons?
- Voyez-vous un lien entre la disparition du poisson et l'émigration des jeunes Sénégalais vers l'Europe? Pourquoi?
- Il existe une Convention sur la pêche. Devrait-il y avoir des conventions sur l'émigration?
- Les pays occidentaux devraient-ils pêcher en dehors de leurs eaux pour alimenter leur surconsommation?
- De tels pays (comme l'Espagne ici) ont-ils une obligation de réparer les dommages qu'ils causent? Par exemple en accueillant les Sénégalais déplacés?
- De quelle façon protégeons-nous, de notre exploitation, l'environnement dans les pays moins riches lorsqu'il existe un déséquilibre entre pays riches et pauvres (p.ex. la nécessité pour le Sénégal de commercer avec l'Europe)?
- --

1. L'Europe a besoin du poisson sénégalais mais pas de ses migrants

On dénombre environ 500 morts sénégalais en mer mais, au cours des

derniers mois, des milliers d'autres jeunes s'y aventurent pour arriver en Europe. Cette tragédie humaine se poursuit et même si elle fait les gros titres, le secteur de la pêche au Sénégal traverse une grave crise – les autorités du Sénégal viennent de renouveler un accord sur la pêche avec l'UE.

Puisque les principaux pays ont épuisé les stocks de poissons dans leurs eaux, le problème de la surpêche a été exporté vers des mers lointaines. L'UE a conclu son premier accord sur la pêche avec le Sénégal en 1979, et ensuite, des vaisseaux chinois et d'autres pays asiatiques sont venus dans les eaux sénégalaises, souvent illégalement. Nombre de ces navires travaillent sous pavillons de complaisance. Selon la Fondation pour une Justice environnementale, un nombre important d'entre eux étaient d'abord propriété de compagnies européennes.

Alors que l'UE continue de rapatrier les migrants sénégalais, elle poursuit son exploitation des eaux territoriales du pays, dont la rareté des poissons est, pour une part, la raison du désespoir de milliers de jeunes pêcheurs sénégalais.

Greenpeace Africa invite les autorités européennes et sénégalaises à examiner les causes véritables du phénomène afin de dégager une solution durable plutôt que de continuer à aggraver le problème en signant cet accord.

Dans un communiqué, la délégation de l'UE à Dakar estime que la nouvelle réglementation en matière de pêche permettra à 45 chalutiers européens de pêcher chaque année au moins quelque 10.000 tonnes de thon et 1.750 tonnes de merlu noir moyennant une compensation financière de 15 millions d'Euros (10 milliards FCFA) sur cinq ans.

Il est clair aujourd'hui qu'une mauvaise gestion des ressources halieutiques du Sénégal ainsi que les accords de pêche conclus et les diverses licences accordées à des chalutiers étrangers sont la cause de la raréfaction de ces ressources.

Ainsi, Amina, travailleuse de pêche traditionnelle constate: "Aujourd'hui excepté, nous n'avons pu travailler aucune espèce de poisson depuis deux mois. Nous sommes fatigués. Si cela dépendait de nous, nous chercherions de l'aide pour écarter ces navires, leur interdire de pêcher, faire n'importe quoi pour que nous puissions de nouveau prendre du poisson. Il n'en reste pas. Nous en arrivons à laisser partir certains de nos enfants en bateau vers l'Europe. Plusieurs sont arrivés en Espagne, mais d'autres n'ont pas réussi," (..)

Voyez: [Europe wants Senegal's fish but rejects its migrants - Greenpeace Africa](#)

2. Le Gouvernement met son veto à la pêche dans les eaux sénégalaises par des chalutiers galiciens qui ont pourtant acquitté les droits

En juillet 2019, le Sénégal a signé un accord de pêche pour cinq ans avec l'UE moyennant 1.7 million d'euros. De cette somme, 800,000 euros étaient versés directement, le solde étant destiné à des programmes de soutien à la politique de gestion des pêcheries locales..

Depuis, la confédération espagnole des pêcheries (CEPESCA) a accusé le Sénégal de violer cet accord de de cinq ans, encore en cours.

CEPESCA accuse le Sénégal de refuser la délivrance de licences aux navires du type "pole-and-line" (poteaux et lignes), qui ont dû rester amarrés à Dakar depuis le début de 2022. Ces navires, bloqués, voient leurs frais opérationnels augmenter puisque les compagnies doivent payer les salaires des pêcheurs et des mécaniciens, les dépenses portuaires et le coût des licences sans pouvoir gagner de revenus.

La Confédération ne s'explique pas cette situation et presse la Commission européenne de "la débloquer d'urgence et de défendre les intérêts des pêcheurs européens vis-à-vis des Etats tiers qui sont inexplicablement, dans ce cas, en infraction unilatérale vis-à-vis d'un accord de pêche conclu avec l'UE."

La flotte "pole-and-line" basque qui est très spécialisée (listao, albacore et thon obèse) s'est trouvée dans l'impossibilité de pêcher dans les eaux sénégalaises depuis 21 mois, ayant été "empêchée d'accéder à la Baie Han pour y prendre des appâts vivants", déclare CEPESCA.

Le ministre sénégalais des Pêcheries et de l'Economie de la mer, Alioun Ndoy dit que la décision du 1er janvier 2022 de ne plus accorder de nouvelles licences aux navires européens reste en vigueur. Elle a été confirmée le 25 mars lors d'une réunion de la Commission mixte Sénégal-UE, selon CEPESCA,

Source: CEPESCA accuse le Sénégal de refuser les permis de pêche à la flotte de l'UE..

[CEPESCA accuses Senegal of denying fishing permits to EU fleet | SeafoodSource](#)

Nous avons ici le profil de travailleurs dans des métiers de plus en plus menacés. Remarquons qu'au Sénégal la situation est bien plus grave qu'en Galicie, car les pêcheurs sénégalais sont plus vulnérables que les Espagnols, parce que leur dépendance à l'environnement est plus grande; parce que des pêcheurs traditionnels (les Sénégalais) n'ont probablement pas le même niveau de ressources industrielles/technologiques (que les Espagnols) pour capturer le poisson et enfin parce que le soutien dont ils bénéficient dans leur pays n'est pas comparable.

On pourrait se demander si les pays occidentaux doivent aller pêcher à l'étranger pour alimenter leur surconsommation, et plus généralement, si les pays en surconsommation ne devraient pas remédier aux dommages qu'ils causent, par exemple, en accueillant des migrants sénégalais. Il existe une migration causée par la perte de ressources alimentaires. Est-il admissible que les Européens aillent pêcher au Sénégal et que les Sénégalais privés de poisson ne puissent venir en Europe? Pourquoi y a-t-il des accords pour pêcher et non pour migrer?

Il importe de noter qu'au-delà des personnes directement concernées (les pêcheurs), il existe d'autres acteurs: des institutions comme l'UE, le gouvernement du Sénégal et les accords internationaux sur la pêche (sans oublier la Chine). Ainsi, on pourrait se demander: comment répartir le contrôle des mers? Le gouvernement sénégalais a-t-il le droit d'accorder ou refuser l'accès à ses zones de pêche? Si oui, comment peut-on protéger l'environnement des pays moins riches de l'exploitation par les pays occidentaux ou autres, en cas de déséquilibre puissance/richeesse comme c'est le cas entre le Sénégal et l'UE





Réfugiés climatiques: que cela signifie-t-il?

Les élèves sont répartis en deux rôles::

- Les défenseurs d'une reconnaissance légale du statut de réfugié climatique en droit international et du droit de la Nouvelle-Zélande d'accorder des visas de réfugié climatique aux personnes déplacées en raison du changement climatique dans le Pacifique
- Le gouvernement néo-zélandais opposé à l'octroi d'un tel visa aux îliens du Pacifique.

1. 1. Qui est réfugié climatique?

Le Centre d'observation des déplacements intérieurs (Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) estime qu'entre 2008 et 2020, environ 283 millions de personnes ont été déplacées suite à des catastrophes climatiques dans le monde. De tels déplacements sont de plus en plus souvent attribués au changement climatique.

Après la Seconde guerre mondiale, dès 1948, les Nations-Unies ont signé la Déclaration universelle des Droits humains, et en 1951, elles ont adopté la Convention sur les Réfugiés et un Protocole a suivi en 1967, basé sur le Déclaration de 1948. La Convention sur les Réfugiés définit qui est "réfugié" en droit international: toute personne qui a "une crainte bien fondée d'être persécutée" en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un groupe social ou une opinion politique particuliers. Il convient de noter que cette définition a connu une évolution car elle était déjà ancrée dans l'Histoire aux 17^è, 18^è et 19^è siècles. Par ailleurs, les réfugiés qui cherchaient asile dans un pays étranger, étaient alors peu nombreux, souvent fortunés, appartenant aux élites, ou fuyant une persécution dans leur pays d'origine, des opposants ou dissidents politiques, des intellectuels ou membres de religions minoritaires. Ainsi, la première définition de réfugié ne concernait pas souvent le plus grand nombre de gens 'normaux' issus de catégories modestes, déplacés par les guerres, les catastrophes, et n'ayant pas les moyens de quitter leur pays après avoir été contraints de quitter leur foyer. Cela explique en partie pourquoi la définition légale de réfugié est limitée à ceux qui sont persécutés d'une certaine manière: parce qu'elle a été élaborée dans un contexte donné, pour des élites fuyant leur pays. Dans ce sens, on peut considérer que la définition de réfugié est devenue obsolète,

même si elle a évolué afin de prendre en compte d'autres personnes, surtout après la Deuxième guerre mondiale Néanmoins, elle ne couvre pas encore ceux qui fuient famine, misère ou changement climatique et on peut se demander si ce n'est pas dû en partie au fait que les réfugiés initiaux, plus fortunés, ne se seraient pas inquiétés de ce genre de questions.

Les personnes déplacées pour des raisons économiques (misère) ou suite à des désastres environnementaux ne rentrent pas dans la définition actuelle de réfugié. Cependant, les circonstances politiques (colonialisme, guerres, gouvernements oppresseurs) sont souvent reliées aux situations environnementales.

Le changement climatique peut avoir un impact sur la sécheresse et donc sur les cultures. Ce qui entraîne le départ de ceux dont le revenu tiré des cultures décline et qui doivent alors trouver un nouvel emploi. Sont-ils des réfugiés climatiques? Bien sûr, s'ils trouvent un nouvel emploi à proximité, il se peut qu'ils ne partent pas. Est-ce donc à cause du changement climatique qu'ils sont partis? Ou est-ce en raison d'un manque d'emplois alternatifs dans l'économie locale?

La définition retenue par la Convention précise que le réfugié se trouve en dehors de son pays d'origine. Mais la plupart des personnes déplacées suite au changement climatique restent dans leur pays, en tout cas dans un premier temps.

Il est malaisé de définir le réfugié climatique à cause des divers impacts du changement climatique, difficiles à mesurer et à prévoir. Même si les N.-U. reconnaissent la réalité des déplacements liés à ce changement, les lois internationales n'offrent actuellement pas de protection aux réfugiés qui en sont victimes. A la différence des réfugiés "traditionnels", ils peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine dévasté ou dans un camp de réfugiés.

Les activistes du climat demandent que ces réfugiés soient reconnus comme tels. Mais ce mot est très "politisé": les gouvernements craignent qu'en attachant une étiquette juridique à ce problème, ils soient tenus pour responsables de cette nouvelle crise humanitaire.

Pour davantage compliquer cette affaire, tout le monde n'est pas d'accord sur l'expression même de réfugié climatique. Ceux qui en sont partisans disent qu'elle élargit le champ de la définition actuelle de réfugié pour accorder des droits à davantage de personnes, et qu'il est plus inclusif de tous les facteurs (politiques, économiques, environnementaux) entraînant des gens à quitter leur foyer et de la façon dont ils se combinent entre eux.

Les adversaires de ce terme affirment qu'il présente les gens comme

d'impuissantes victimes du changement climatique, que cette étiquette leur est donnée par des outsiders, et qu'il suppose une réponse d'adaptation au changement climatique: en clair, l'acceptation de leur ré-installation comme solution, et non d'une "réparation" sur leurs terres qu'ils ne souhaitent d'ailleurs pas quitter.

Le Collectif d'études critiques sur les réfugiés (Critical Refugee Studies Collective) propose une définition plus large du terme "réfugié":

Les réfugiés sont des personnes déplacées de force dans ou hors de leur terre d'origine suite à des persécution, conflit, guerre, conquête, installation/colonisation, militarisme, occupation, empire ou catastrophes liées à l'environnement et au climat, indépendamment de leur statut légal. Les réfugiés doivent pouvoir s'auto-identifier car ils sont souvent non-reconnus par les définitions retenues par les lois internationales et nationales; ils doivent pouvoir être repris sous les étiquettes suivantes:

A votre avis, les réfugiés climatiques peuvent-ils être:

- Des personnes déplacées à cause d'événements environnementaux immédiats, tels que des ouragans, ou en raison d'évolutions lentes comme des sécheresses récurrentes ou de mauvaises récoltes ou l'élévation du niveau des mers?
- Des personnes déplacées hors de ou à l'intérieur de leur pays ou de leur ville d'origine?
- Des personnes dont le pays a été colonisé ou laissé par l'Histoire en dehors du développement et qui subissent un plus fort impact du changement climatique?
- Des peuples indigènes et des communautés ayant perdu leurs terres ou luttant pour les préserver contre les intérêts touristiques ou de sociétés pétrolières, minières et autres?
- Des migrants affrontant de dures conditions environnementales et du racisme au cours de leur voyage ou après leur ré-installation?
- Toute personne s'identifiant comme réfugié?

Voyez [Who are Climate Refugees? \(climaterefugeestories.com\)](http://climaterefugeestories.com)

2. 2. Les visas appropriés pour les réfugiés climatiques – Le cas néo-zélandais

En 2017, la Nouvelle-Zélande a inventé le visa humanitaire pour les

personnes déplacées suite au changement climatique dans le Pacifique. Mais dès 2018, elle a changé d'orientation abandonnant ce visa pour tenir compte des priorités des peuples des îles du Pacifique, dit Nina Hall.

En octobre 2017, le ministre néo-zélandais en charge du climat, James Shaw, a annoncé en première mondiale un visa humanitaire pour cent habitants du Pacifique, affectés par le changement climatique. Ce visa 'pilote' devait permettre aux îliens confrontés à la montée du niveau de la mer, à l'intrusion d'eaux salées et autres effets du changement climatique, d'entrer en Nouvelle-Zélande.

Shaw, qui est un des leaders du parti des Verts, a fait cette annonce avant le sommet de la Convention-cadre des N.-U. sur le Changement climatique à Bonn pour envoyer un message clair au monde: la Nouvelle Zélande entend être un leader pour résoudre la question de la crise climatique et aider ceux qui, dans sa région, se trouvent les plus touchés par le changement climatique.

Depuis lors, les médias et politiciens à travers le monde ont pris note de cette politique pionnière mais aucun autre gouvernement ne s'est engagé concrètement à assister les personnes directement affectées par le changement climatique.

De plus, la Convention de 1951 ne contient aucune stipulation en ce qui concerne les personnes forcées de quitter leur foyer suite à une catastrophe naturelle même si elle survient en raison du changement climatique anthropogène. Cela s'explique du fait que la convention a été rédigée au début de la Guerre froide, pour assister ceux qui fuyaient les persécutions en Europe.

Cependant, rares sont les commentateurs qui ont relevé l'annonce de l'abandon par le gouvernement néo-zélandais de son visa humanitaire.

En août 2018, le Ministre pour l'Immigration, Ian Lees-Galloway, tout en donnant cette information, annonçait aussi la révision par le gouvernement de son approche de l'impact du changement climatique dans le Pacifique lors de futures conversations sur la politique migratoire.

Golriz Ghahraman, le porte-parole pour l'Immigration du parti Vert, a précisé que vraisemblablement un tel visa humanitaire ne fonctionnerait pas dans le contexte du Pacifique car les îliens de la région ont souvent dit leur souhait d'auto-détermination et de solution collective de préférence à une politique basée sur la délivrance de visas individuels

Bref, le gouvernement néo-zélandais a modifié son approche afin de tenir compte des souhaits des pays du Pacifique plutôt que de se baser sur sa

perception extérieure de ce qui convient le mieux à ces îles.

Quelles sont donc les priorités des îles du Pacifique?

Tout d'abord, ces pays demandent depuis longtemps à la communauté internationale une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre afin de ne pas augmenter de plus d'1.5° Celsius la température moyenne globale.

Les Accords de Paris sur le climat (2015) fixant un tel seuil idéal (1.5°C) ont été obtenus grâce à leur lobbying conjoint avec d'autres petits Etats insulaires en développement (même si le but officiel est de ne pas dépasser 2°C).

Plus récemment, le Premier ministre de Fiji, Frank Bainimarama a invité son collègue australien Scott Morrison à l'abandon par l'Australie, du recours aux énergies fossiles. Bainimarama considère qu'aucune industrie ne devrait avoir la priorité sur le bien-être des populations du Pacifique et d'autres déjà affectées par le changement climatique. Les ressources des cultivateurs fijiens sont déjà menacées par l'élévation du niveau des mers.

Deuxièmement, de nombreux habitants des îles du Pacifique souhaitent rester dans leurs foyers. En 2008, leurs leaders ont signé la Déclaration de Niue sur le changement climatique qui reconnaît l'importance de la sauvegarde des sociétés du Pacifique et de leur culture, ainsi que le désir des peuples de rester dans leurs pays d'origine.

Cette Déclaration invite les Etats signataires à s'adapter aux impacts du changement climatique. Ainsi, les responsables ont régulièrement fait appel à leurs partenaires et aux agences régionales pour le développement pour canaliser l'aide vers des efforts d'adaptation, tout en insistant pour davantage de moyens financiers internationaux.

Enfin, même dans les scénariis les plus dramatiques, on doit prévoir que les populations souhaiteront migrer dans la dignité et non se trouver contraintes de fuir comme réfugiés. Anote Tong, ancien président de Kiribati, a fréquemment demandé aux Etats d'ouvrir des voies (légal) de migration afin de permettre aux gens qui choisiront de partir de le faire lorsqu'ils le décideront au lieu d'être traités en réfugiés.

Que devraient donc faire les autres Etats pour aider les pays insulaires du Pacifique?

1. Les gouvernements et les individus doivent réduire drastiquement leurs émissions de carbone.
2. En outre, les gouvernements devraient offrir une assistance permettant



aux nations vulnérables au changement climatique de s'adapter et ouvrir des voies légales de migration pour leurs habitants.

La Nouvelle-Zélande a fait un pas dans la bonne direction avec sa loi "Zéro carbone" (Zero Carbon Bill) et l'augmentation de son aide pour le Pacifique, mais il reste encore beaucoup à faire ici et ailleurs. Pour notre part, commençons par écouter attentivement et collaborer avec tous ceux qui sont le plus directement affectés par le changement climatique.

Voyez [New Zealand: a global leader on climate and displacement? - Policy Forum](#)